

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

30 MARS 2000

Projet de loi spéciale modifiant l'article 41 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION DES
AFFAIRES INSTITUTIONNELLES
PAR M. BARBEAUX

La commission a discuté ce projet de loi le 30 mars 2000.

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU VICE-PREMIEUR MINISTRE ET MINISTRE DU BUDGET, DE L'INTÉGRATION SOCIALE ET DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le ministre explique qu'il s'agit ici d'un «mini-projet» de modification de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage, un projet très technique, qui vise à rencontrer les besoins relatifs aux greffiers et qui a été proposé par la Cour d'arbitrage elle-même.

Depuis six ans, il n'y a plus de greffier francophone à la Cour d'arbitrage, ce qui pose un sérieux

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs: MM. De Decker, président; Cheron, Happart, Lozie, Mme Van Riet et M. Barbeaux, rapporteur.
2. Membres suppléants: Mme de T'Serclaes et M. Devolder.

Voir:

Documents du Sénat:

2-265 - 1999/2000:

- Nº 1: Projet de loi spéciale.
Nº 2: Amendement.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1999-2000

30 MAART 2000

Ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van artikel 41 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
INSTITUTIONELE AANGELEGHENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER BARBEAUX

De commissie heeft dit ontwerp besproken op 30 maart 2000.

I. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE VICE-EERSTEMINISTERENMINISTER VAN BEGROTING, MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE EN SOCIALE ECONOMIE

De minister legt uit dat het hier om een «mini-ontwerp» gaat tot wijziging van de bijzondere wet op het Arbitragehof. Het is een zeer technisch ontwerp dat ertoe strekt te voldoen aan de behoefte aan griffiers en dat door het Arbitragehof zelf is voorgesteld.

Er is al zes jaar geen Franstalige griffier meer bij het Arbitragehof, wat een ernstig probleem vormt. De

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden: de heren De Decker, voorzitter; Cheron, Happart, Lozie, mevrouw Van Riet en de heer Barbeaux, rapporteur.
2. Plaatsvervangers: mevrouw de T'Serclaes en de heer Devolder.

Zie:

Stukken van de Senaat:

2-265 - 1999/2000:

- Nr. 1: Ontwerp van bijzondere wet.
Nr. 2: Amendement.

problème. La loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage a déjà été modifiée pour tenter de remédier à cette situation, mais cela n'a pas porté ses fruits. Le projet actuel propose, d'une part, d'abaisser l'âge requis et, d'autre part, sans toucher aux exigences de diplôme, d'élargir le cercle des gens pouvant prétendre à la fonction.

Le but est en effet d'élargir le cercle des candidats possibles, sans abaisser vraiment les exigences d'accès à la fonction. De cette façon, l'on peut espérer que des candidats seront enfin trouvés.

Les observations du Conseil d'État ont été suivies, à l'exception d'une. Le Conseil d'État a fait remarquer que le Code judiciaire était en train de subir des modifications. Cependant, elles ne sont pas encore entrées en vigueur. Comme ces nouvelles dispositions entrent normalement en vigueur en août 2000, elles seront ajoutées dans le projet de loi plus général sur la Cour d'arbitrage qui sera soumis prochainement au Parlement. Cela paraît la meilleure manière de travailler sur le plan légistique car cela évite de prévoir dans le présent projet une disposition transitoire.

II. EXAMEN DU PROJET

Un membre dit comprendre la nécessité de prendre une mesure urgente pour pallier à l'absence de greffier francophone à la Cour d'arbitrage depuis 1994. Il aimeraient savoir si le texte correspond totalement à la proposition faite par la Cour d'arbitrage. L'élargissement du cercle des candidats potentiels va au delà de la condition d'âge.

De plus, certains avaient souhaité que l'élargissement se fasse également au profit des avocats. Peut-on considérer que cet élargissement aux avocats se traduit par les points *d*) et *e*) de l'article 2 du projet? Enfin, le membre demande ce qu'il faut entendre par l'«expérience utile» visée au 3^o de l'article 2.

Le ministre répond que l'élargissement se fait de deux manières: d'une part, l'âge est abaissé de trente-cinq à trente ans; d'autre part, la fonction est désormais accessible aux personnes qui ont réussi un examen de juriste dans l'administration. Ces personnes doivent cependant répondre aux exigences posées par l'article 43, § 3, alinéa 3, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative. En effet, lesdits candidats venant de l'administration, la méthodologie pour examiner la connaissance de la langue est différente.

Les avocats peuvent prétendre à la fonction de greffier, à la condition d'avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle ou le concours d'admission au stage judiciaire visés respectivement à l'article 259bis et 259quater du Code judiciaire. Il est en effet possible que des avocats participent à un tel examen et conti-

bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof werd al eerder gewijzigd in een poging om deze situatie te verhelpen, maar dit had geen effect. Dit ontwerp stelt voor om, enerzijds, de leeftijdsgrens te verlagen en, anderzijds, zonder aan de vereisten inzake het diploma te raken, het aantal mensen dat voor het ambt in aanmerking komt uit te breiden.

Het is immers de bedoeling om de kring van mogelijke kandidaten uit te breiden zonder werkelijk toegevingen te doen wat de toelatingsvoorwaarden voor het ambt betreft, in de hoop dat er zo eindelijk kandidaten worden gevonden.

De opmerkingen van de Raad van State werden, op één punt na, gevolgd. De Raad van State merkte op dat het Gerechtelijk Wetboek gewijzigd is. Die wijzigingen zijn echter nog niet van kracht. Aangezien dat pas in augustus 2000 gebeurt, zullen zij worden toegevoegd aan een algemener wetsontwerp over het Arbitragehof dat binnenkort in het Parlement wordt ingediend. Dat lijkt vanuit wetgevingstechnisch oogpunt de beste werkwijze, aangezien daardoor vermeden wordt dat in dit ontwerp een overgangsbepaling moet worden opgenomen.

II. BESPREKING VAN HET ONTWERP

Een lid zegt dat hij begrijpt dat het nodig is dringend in te grijpen om een oplossing te vinden voor het ontbreken van een Franstalige griffier bij het Arbitragehof sinds 1994. Hij zou graag weten of de tekst volledig overeenstemt met het voorstel van het Arbitragehof. De uitbreiding van het aantal potentiële kandidaten gaat verder dan de verlaging van de leeftijdsgrens.

Sommigen hadden trouwens graag gezien dat ook de advocaten in aanmerking zouden komen. Mag men aannemen dat de advocaten vallen onder de uitbreidingen bedoeld in de punten *d*) en *e*) van het voorgestelde artikel 2?

De minister antwoordt dat de uitbreiding op twee manieren gebeurt: enerzijds wordt de leeftijdsgrens verlaagd van vijfendertig naar dertig jaar; anderzijds is het ambt voortaan ook toegankelijk voor personen die geslaagd zijn voor een examen van jurist bij de overheid. Die personen moeten evenwel voldoen aan de vereisten van artikel 43, § 3, derde lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Aangezien deze kandidaten van de overheid komen, wordt hun talenkennis op een andere manier getest.

Advocaten kunnen aanspraak maken op het ambt van griffier, op voorwaarde dat zij geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid of voor het toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage, zoals bedoeld in respectievelijk artikel 259bis en artikel 259quater van het Gerechtelijk Wetboek. Het is

nuent à exercer la profession d'avocat un certain temps.

Quant à «l'expérience utile d'au moins deux ans», le ministre insiste bien sur le fait qu'il s'agit d'une condition supplémentaire, distincte de l'exigence d'avoir réussi l'un des examens ou concours visés au 2^o. Cette condition était déjà prévue dans la loi. En ce qui concerne les candidats visés par les points *a), b)* et *c)*, qui exercent depuis deux ans les fonctions de référendaire, soit à la Cour d'arbitrage, soit à la Cour de cassation, ou d'auditeur adjoint ou référendaire adjoint au Conseil d'État, la condition est satisfaite d'office. Pour ceux qui ont réussi l'examen d'aptitude professionnelle (*d)*, il ne devrait pas davantage y avoir de problèmes car ils ont déjà dû satisfaire à certaines conditions d'expérience pour présenter ces épreuves. L'exercice de la profession d'avocat pendant deux ans constitue une expérience utile. Quant à ceux qui réussissent le concours d'admission au stage judiciaire (*e*) et qui ne disposent pas de l'expérience de deux ans, l'expérience acquise dans l'accomplissement du stage judiciaire sera également considérée comme une expérience utile. Enfin, pour les candidats qui ont réussi un examen dans l'administration (*f*), il est plus difficile de définir une règle. Tout au plus peut-on donner des exemples. Ainsi, justifierait d'une expérience utile un candidat qui aurait travaillé dans le service juridique d'une administration, au sein duquel il aurait traité les dossiers de recours au Conseil d'État. Par contre, le ministre ne pense pas qu'on pourrait en dire autant de quelqu'un qui aurait travaillé dans un tout autre domaine. Il faut qu'il y ait eu à tout le moins un certain contact avec les juridictions supérieures de notre pays. C'est en définitive la Cour d'arbitrage qui déterminera comment elle conçoit cette expérience utile.

Un membre demande pour quelle raison il y a eu, jusqu'à présent, si peu de candidats pour un poste qui est quand même intéressant, au point qu'on est obligé d'élargir les possibilités d'accès à la fonction. Peut-être la manière d'annoncer la place vacante a-t-elle été tellement confidentielle que les candidats potentiels n'ont pas été au courant de celle-ci ?

Le ministre répond que la situation est due aux exigences linguistiques. Une personne qui réussit l'examen linguistique, soit comme auditeur au Conseil d'État, soit dans l'ordre judiciaire, est immédiatement nommée magistrat. Il y a déjà une telle pénurie de juges bilingues qu'un candidat qui réussit l'examen trouve immédiatement un emploi dans l'ordre judiciaire. De plus, au niveau du travail à effectuer, la fonction de juge semble plus attrayante. Par contre, il est certain que la rémunération n'est pas en cause car le traitement de greffier est très intéressant.

inderdaad mogelijk voor advocaten om aan deze examens deel te nemen en hun beroep als advocaat nog een tijdje te blijven uitoefenen.

Wat de «nuttige ervaring van ten minste twee jaar» betreft, benadrukt de minister dat het om een bijkomende voorwaarde gaat die onderscheiden moet worden van de vereiste om geslaagd te zijn voor een van de examens die in het 2^o worden genoemd. Die voorwaarde stond al in de wet. De kandidaten die onder *a), b)* en *c)* vallen en die al twee jaar werkzaam zijn als referendaris, hetzij bij het Arbitragehof, hetzij bij het Hof van Cassatie, of die adjunct-auditeur of adjunct-referendaris zijn bij de Raad van State, voldoen automatisch aan deze voorwaarde. Zij die geslaagd zijn in het examen inzake beroepsbekwaamheid (*d)*, zouden evenmin problemen mogen ondervinden, aangezien zij reeds enige ervaring moesten hebben om aan die examens te mogen deelnemen. Het uitoefenen van het beroep van advocaat gedurende twee jaar wordt beschouwd als nuttige ervaring. Voor de personen die geslaagd zijn in het toelatings-examen voor de gerechtelijke stage (*e*) en die niet over een ervaring van twee jaar beschikken, wordt de ervaring die is opgedaan bij het doormaken van de gerechtelijke stage, ook als een nuttige ervaring beschouwd. Voor de kandidaten die geslaagd zijn voor het examen van jurist bij de overheidsbesturen (*f*) is het moeilijker een regel vast te leggen. Men kan enkel voorbeelden aanhalen. Zo zou de ervaring van een kandidaat die in de juridische afdeling van een overheidsdienst heeft gewerkt en daar de bij de Raad van State ingestelde beroepen heeft behandeld, als nuttig worden beschouwd. De minister denkt echter niet dat dit het geval kan zijn voor een kandidaat die in een heel ander domein werkzaam was. Er moet toch minstens sprake zijn van enig contact met de hogere gerechtshoven van het land. Uiteindelijk zal het Arbitragehof zelf moeten uitmaken welke ervaring het als nuttig beschouwt.

Een lid vraagt waarom er tot op heden zo weinig kandidaten waren voor een nochtans interessant ambt, in die mate zelfs dat men de toelatingsvoorraarden moet versoepelen. Misschien is de vacature op een te beperkte manier aangekondigd, zodat de mogelijke kandidaten er zelfs niet van op de hoogte waren ?

De minister antwoordt dat de situatie te wijten is aan de taalvereisten. Iemand die slaagt voor het taalexamen, hetzij als auditeur bij de Raad van State, hetzij bij de rechterlijke macht, wordt onmiddellijk als magistraat benoemd. De vraag naar tweetalige rechters is zo groot dat een kandidaat die slaagt, meteen een plaats bij de rechterlijke macht vindt. Ook op inhoudelijk vlak lijkt het ambt van rechter veel aantrekkelijker. Wel is het zo dat de bezoldiging daarbij geen rol speelt. Het salaris van een griffier is immers zeer interessant.

Un membre épingle un problème de traduction dans le texte en projet. Aux points *a), b), c) et e)*, de l'article 2, 1^o, du projet de loi, le mot «concours» est traduit par «vergelijkend examen», alors qu'au point *f)*, le mot «concours» est traduit par «examen».

Le ministre considère qu'il faut opter pour le terme «examen» car il semble que le recrutement de juristes dans les administrations ne se fasse pas toujours par concours, mais aussi parfois par examen. En utilisant le terme «examen», on englobe aussi la notion de «concours». Quoi qu'il en soit, le mode de recrutement — par voie de concours ou par voie d'examen — importe peu. Ce qui importe, c'est que les juristes en question soient nommés statutairement au niveau 1 dans l'administration. Sont exclus les juristes employés dans l'administration en tant que contractuels.

Un membre demande si l'examen au grade de recrutement de niveau 1, qualification juriste, pour les administrations de l'autorité fédérale, inclut les examens de juristes pour les assemblées parlementaires.

Le ministre répond par la négative, mais cette omission n'est pas volontaire.

Le membre suggère donc d'ajouter un point *g)* pour viser ces fonctionnaires. Un amendement sera déposé en ce sens.

Un membre demande si les fonctionnaires des assemblées fédérales devront encore faire la preuve de leurs connaissances linguistiques en présentant l'un des examens visés à l'article 41, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Le ministre répond par l'affirmative. Il n'y a que trois manières de faire la preuve des connaissances linguistiques requises pour le poste de greffier, à savoir réussir l'examen prévu par la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire, l'examen plus spécifique prévu par les lois sur le Conseil d'État, ou l'examen prévu par les lois sur l'emploi des langues en matière administrative. Un fonctionnaire d'une assemblée fédérale présentera ce dernier examen.

Een lid wijst op een inconsequentie in de tekst van het ontwerp. In de punten *a), b), c) en e)* van artikel 2, 1^o, van het wetsontwerp is er in de Franse tekst sprake van «concours» en in de Nederlandse tekst van «vergelijkend examen», terwijl in punt *f)* gewoon «examen» staat.

De minister vindt dat men in punt *f)* dient te kiezen voor «examen», aangezien de aanwerving van juristen bij de overheid niet altijd met een vergelijkend examen gebeurt, maar soms ook met een gewoon examen. Onder het woord «examen» wordt ook het «vergelijkend examen» verstaan. De manier waarop wordt aangeworven — met een al dan niet vergelijkend examen — maakt trouwens weinig uit. Het voornaamste is dat de betrokken juristen statutair zijn benoemd in niveau 1. Juristen die op contractuele basis voor de overheid werken, komen niet in aanmerking.

Een lid vraagt of met «examen voor de wervingsgraad van niveau 1, kwalificatie «jurist» voor de besturen van de federale overheid», ook de examens voor juristen bij de parlementaire assemblees zijn bedoeld.

De minister antwoordt ontkennend, maar zegt dat die omissie niet gewild is.

Het lid stelt dan voor om een punt *g)* toe te voegen, dat deze ambtenaren zal beogen. Er zal een amendement in die zin worden ingediend.

Een lid vraagt of de ambtenaren van de federale assemblees nogmaals een taalproef moeten afleggen door deel te nemen aan een van de examens bedoeld in artikel 41, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De minister bevestigt dat. Er zijn maar drie manieren om te bewijzen dat men de voor het ambt van griffier vereiste talenkennis bezit. Men kan slagen voor het examen dat vermeld wordt in de wet inzake het gebruik van de talen in gerechtszaken, men kan slagen voor het meer specifieke examen waarin de wetten op de Raad van State voorzien of voor het examen bedoeld in de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Een ambtenaar bij een federale assemblee dient deel te nemen aan het laatstgenoemde examen.

III. VOTE

Vote sur les articles

Article 1^{er}

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des huit membres présents.

III. STEMMING

Stemming over de artikelen

Artikel 1

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen door de acht aanwezige leden.

Article 2

M. De Decker introduit un amendement n° 1 visant à ajouter au 1^o, un point *g*), afin d'ouvrir également l'accès à la fonction de greffier à la Cour d'arbitrage aux candidats ayant réussi l'examen d'attaché, qualification juriste, pour les assemblées législatives.

L'amendement n° 1 est adopté à l'unanimité des huit membres présents.

L'article 2 est adopté à l'unanimité des huit membres présents.

La commission décide de remplacer, dans le texte français de l'article 2, 1^o, *f*), les mots «le concours» par les mots «l'examen».

Vote sur l'ensemble

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des huit membres présents.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le rapporteur,

Michel BARBEAUX.

Le président,

Armand DE DECKER.

Artikel 2

De heer De Decker dient amendement nr. 1 in, dat ertoe strekt aan het 1^o een punt *g*) toe te voegen, ten einde het ambt van griffier bij het Arbitragehof ook toegankelijk te maken voor kandidaten die geslaagd zijn voor het examen van attaché, kwalificatie «jurist», bij de wetgevende assemblees.

Amendement nr. 1 wordt eenparig aangenomen door de acht aanwezige leden.

Artikel 2 wordt eenparig aangenomen door de acht aanwezige leden.

De commissie besluit om in de Franse tekst van artikel 2, 1^o, *f*), de woorden «le concours» te vervangen door de woorden «l'examen».

Stemming over het geheel

Het wetsontwerp in zijn geheel wordt eenparig aangenomen door de acht aanwezige leden.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur,

Michel BARBEAUX.

De voorzitter,

Armand DE DECKER.